



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 25 - vendredi 2 avril 2010

### Dans ce numéro :

- Après les régionales et le 23 mars, formuler une politique pour les travailleurs
- Lever les ambiguïtés, construire et affirmer le NPA comme parti des luttes de classes

## Après les régionales et le 23 mars, formuler une politique pour les travailleurs

La journée interprofessionnelle du 23 mars pour la défense des retraites, pour les salaires et contre les licenciements et les suppressions d'emplois, a été un relatif succès avec 800 000 manifestants selon la CGT. En cela, elle a confirmé la volonté de se battre de nombreux travailleurs face à la politique du gouvernement et du patronat, comme l'a montré, en pleine campagne électorale, la grève des salariés de Total Dunkerque. Dans les cortèges, la question des salaires étaient très présente, à l'image des salariés de Fralib à Marseille, filiale d'Unilever, qui en étaient à leur 3<sup>ème</sup> semaine de grève pour des augmentations. Dans bien des entreprises du privé, où les Négociations Annuelles Obligatoires ont lieu en ce moment, des salariés n'acceptent plus le discours des patrons sur la crise pour justifier les salaires au rabais, d'autant que beaucoup de ces entreprises ont fait des bénéfices en 2009.

Mais, de la même façon que ces mouvements se mènent entreprise par entreprise sans une politique pour les faire converger, la journée du 23 mars est apparue pour beaucoup sans perspective, sans direction pour mener l'indispensable affrontement avec le pouvoir. Ce qui explique sans doute qu'elle ait regroupé trois fois moins de monde que celle du 19 mars 2009, pour affirmer le refus de payer leur crise.

Au niveau des directions syndicales, aucune suite n'était annoncée et il aura fallu attendre le 30 mars pour qu'elles se rencontrent et décident... « d'interpeller » Sarkozy le 20 avril par un courrier commun pour réclamer un nouveau « sommet social » ! Une « interpellation » où les directions syndicales n'annoncent même pas ce qu'elles veulent ! Et tout ça pour en arriver à un « grand 1<sup>er</sup> mai revendicatif », en se calant sur la volonté de la CFDT qui ne voulait même pas d'une initiative au mois d'avril.

Alors que bien des militants et des travailleurs réclament une politique offensive, se souvenant des journées sans lendemain de l'année dernière, les directions des grandes confédérations les renvoient à construire la suite « dans les entreprises »... Sans formuler de plan de bataille ni de politique d'ensemble pour faire céder le gouvernement dans la rue, en commençant par exiger les 37,5 annuités pour tous maximum pour garantir une retraite à taux plein.

Quant à FO, qui dit vouloir « en découdre avec le gouvernement » et qui a préféré faire cavalier seul, elle n'avance pas d'autres revendications... si ce n'est défendre ses intérêts d'appareil. Seuls Solidaires et des syndicats d'entreprise, des UL, mettaient en avant les 37,5 annuités comme revendication capable de fédérer une lutte d'ensemble.

Refusant d'appeler à un 3<sup>ème</sup> tour social, au moment où Sarkozy est affaibli après les élections régionales, les directions syndicales continuent de s'inscrire dans le « dialogue social » avec le gouvernement. Intégrés dans le Conseil d'orientation des retraites, la CFDT et la CGT se sont scandalisées qu'il reprenne les hypothèses du Medef du relèvement de la durée de cotisation à 45 ans et du départ à la retraite à 65 ans, comme si le but même du COR n'était pas de servir les intérêts du patronat. Malys de la CFDT déplore que le Medef « instrumentalise à des fins politiques un Conseil qui est un lieu d'études sérieux, pas une arène d'affrontements »... façon d'espérer un nouveau « diagnostic partagé » sur les retraites comme en 2003.

**Débat révolutionnaire** est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

N'osant pas affirmer les exigences du monde du travail et les voies et les moyens de les imposer, les directions des grandes confédérations syndicales se retrouvent dominées par les préjugés libéraux.

En ce sens, la journée du 23 mars et la question de ses suites renvoient à la situation politique générale et aux conséquences des élections régionales. La question de donner une perspective politique au mécontentement, une politique pour permettre au monde du travail de reprendre l'initiative sur son terrain est posée. Quelle politique face à la crise, quelles exigences pour le monde du travail, quel programme pour les luttes ?

## Débâcle électorale de la droite

Première conséquence de ces élections, la crise ouverte de la droite s'étale au grand jour. Villepin, qui veut mettre à profit la baffe de l'UMP et l'effondrement du Modem, annonce la création d'un nouveau parti, « *un rassemblement qui dépasse les clivages politiques* »... pour le positionner dans la course de 2012. Les députés UMP, inquiets pour leurs postes, critiquent publiquement la politique d'ouverture de Sarkozy, le bouclier fiscal, la taxe carbone que le gouvernement vient de retirer pour plaire au Medef. Comme s'emporte l'un d'entre eux : « *On a été faire du violon aux écolos, voyez le résultat. Si on continue, ça finira par un 21 avril 2002 à l'envers* » !

Dans ce climat, la lutte pour le pouvoir à droite est lancée, à l'image de Juppé qui se dit déjà candidat en cas de primaires, ou de Fillon, tellement acclamé par les députés de droite que Sarkozy l'a privé d'intervention télévisée !

Alors que les rivalités et les appétits s'affichent, Sarkozy a décidé d'ouvrir le gouvernement... à droite pour tenter de reprendre la main en intégrant des proches de Chirac ou de Villepin. Pour reprendre le terrain perdu à droite, il relance sa démagogie sécuritaire en déclarant le 24 mars à l'attention de l'électorat du FN : « *la sécurité est une priorité, il n'y aura plus aucune concession* ».

Quant aux retraites, ses objectifs restent les mêmes, imposer un recul majeur à l'ensemble du monde du travail : « *Rien ne serait pire que de changer de cap du tout au tout, en cédant à l'agitation propre aux périodes électorales (...). Je ne passerai pas en force. Le temps qu'il faut sera donné à la discussion avec les partenaires sociaux. Mais je vous promets que dans six mois, les mesures nécessaires seront adoptées* ».

Sarkozy veut imposer sa contre-réforme des retraites coûte que coûte, car elle s'inscrit dans la politique des Etats, dirigés par la droite comme par la gauche, qui font payer la crise du système capitaliste à l'ensemble de la population. Pour faire payer la dette, qui s'est largement creusée au profit des banquiers et financiers, il faut des coupes sombres dans les retraites, l'assurance chômage, les budgets sociaux, les services publics.

Mais, alors que la droite sort affaiblie de ces élections, craignant un mouvement de colère qui se généralise comme en Grèce, elle compte sur la politique du « *dialogue social* » pour imposer ses mauvais coups, ainsi que sur la collaboration de la gauche libérale qui se refait une santé politique.

## Le PS et la gauche libérale candidate pour faire passer la réforme des retraites

Sur ce terrain, le PS confirme qu'il est candidat à une telle politique. Déjà, Aubry s'était positionnée sur un report de l'âge de la retraite à 61, 62 ans... pour se faire plus discrète en pleine période électorale sur le sujet.

Mais sitôt les élections passées et la course pour 2012 engagée, les déclarations reprennent. Valls appelle à « *un pacte national* » sur la réforme des retraites, « *non seulement avec les partenaires sociaux mais aussi avec la majorité* ». Hollande a également déclaré : « *sans doute faut-il allonger la durée des cotisations à mesure que l'espérance de vie s'allonge* », en rajoutant « *on peut très bien, tous les cinq ans, regarder ce qu'est l'espérance de vie et la pénibilité pour les métiers et puis on fixe des règles qui s'appliquent en fonction de la durée de vie* »... la retraite ne serait même plus un droit fondamental pour les travailleurs !

Dans sa marche vers le pouvoir, le PS compte jouer son rôle pour faire passer les contre-réformes, faire la démonstration vis-à-vis de la bourgeoisie qu'il est capable de défendre ses intérêts en maintenant une certaine paix sociale. Valls le résume clairement en expliquant pourquoi la gauche libérale devrait aider Sarkozy : « *Si certains pensent que l'on remportera la présidentielle sur la seule base de l'anti-sarkozysme, ils se trompent* ».

La *gauche solidaire* qui se met en place suite aux régionales, où Europe Ecologie comme le Front de Gauche collaborent à la gestion et aux exécutifs avec le PS, se situe dans cette politique, c'est-à-dire dans celle de la gauche libérale, celle du « oui » au TCE et des contre-réformes.

Alors que la question des retraites devient majeure, Europe Ecologie est plongé dans ses calculs pour le pouvoir et les postes. Au moment de la déclaration d'Aubry sur les « *61 ou 62 ans* », les Verts expliquaient déjà que le débat sur l'allongement de la durée du travail au-delà de l'âge légal est « *inéluçtable* » car il ne faut « *pas nier la réalité économique et démographique* »... Pas étonnant que Duflot ait refusé l'invitation du NPA à une réunion sur les retraites en déclarant : « *Il faut qu'on propose quelque chose, ne pas être juste dans le défensif* ».

Le Front de Gauche quant à lui se retrouve à la remorque de cette politique, l'œil fixé également sur 2012 et les postes, Mélenchon cherchant à obliger le PC à le soutenir pour les futures présidentielles.

---

Dans ces élections régionales, la rupture avec les partis institutionnels s'est essentiellement traduite par l'abstention. De fait, l'extrême-gauche n'est pas parvenue à regrouper sur une politique s'adressant aux milieux populaires, aux travailleurs, aux jeunes, qui aurait permis de contrebalancer la pression politique libérale de droite et de gauche.

Cette bataille politique est indispensable aujourd'hui, pour redonner confiance dans les possibilités de la lutte, pour donner toute sa légitimité à la révolte toujours présente dans le monde du travail, pour faire vivre un programme permettant de réaliser la convergence des luttes face au gouvernement et au patronat.

## Une bataille politique

Face à l'offensive sur les retraites, il nous faut affirmer une politique anticapitaliste, seule capable de répondre à ce refus de payer leur crise. Cela signifie rompre avec les préjugés libéraux et réformistes, qui paralysent les travailleurs.

Il n'y a pas de réponse institutionnelle à la crise du point de vue des travailleurs. Vu l'ampleur des déficits, créés et amplifiés par la spéculation sur la dette des Etats, il y a au contraire urgence à imposer des mesures qui s'en prennent à la propriété privée, à la Bourse, aux profits réalisés sur la surexploitation des travailleurs.

Il s'agit aujourd'hui de formuler un programme pour les luttes, loin de tous les « *diagnostics partagés* », un programme pour la convergence des luttes, pour le contrôle des travailleurs sur la marche de la société.

Dans cet objectif, la bataille politique passe par une politique de front unique, dans lequel il nous faut mener le débat sur le terrain de la lutte de classe et de l'indépendance des travailleurs à l'égard de la gauche libérale. Il nous faut décrire la politique des classes dominantes et de tous ceux qui les servent telle qu'elle est. L'offensive sur les retraites est souvent dénoncée comme un « *choix de société* », certes, mais c'est surtout un choix de classe, une offensive de classe pour faire payer la crise de leur système. L'initiative de l'appel Copernic peut de ce point de vue être un point d'appui pour créer des cadres collectifs, tout en gardant bien en vue que l'essentiel est la bataille politique sur le fond, pour formuler des revendications offensives, un programme, pouvant permettre la convergence des luttes.

Il ne pourra y avoir de mouvement d'ensemble sans une politique qui formule clairement les exigences du monde du travail face à la situation. Il nous faut affirmer la légitimité du droit à la retraite, l'abrogation de toutes les contre-réformes depuis 1993 qui conduisent à une baisse des pensions de près de 20 % aujourd'hui, à commencer par les 37,5 annuités pour tous maximum. Le déficit des caisses de retraites est le produit même de la politique de « *baisse du coût du travail* » des classes dominantes et des gouvernements successifs : 300 € d'augmentation de salaires, pas un revenu inférieur à 1500 € net et arrêt des exonérations patronales qui atteignent les 65 milliards par an ! La question des retraites est aussi le produit des licenciements et des suppressions d'emplois aggravés avec la crise : il faut interdire les licenciements, partager le travail entre tous et imposer l'embauche massive dans les services publics. Enfin, face à l'ampleur de la dette publique, qui devient la source principale de spéculation des marchés financiers, grâce au fric mis à leur disposition par les Etats eux-mêmes, il faut imposer des mesures démocratiques contre la dictature des banques en les nationalisant sous le contrôle des salariés.

Lutter pour les droits fondamentaux du monde du travail, enrayer la régression sociale ne peut se faire sans oser contester le pouvoir de la minorité qui spéculé avec les intérêts de la collectivité et le bien public.

*Laurent Delage*

[Au sommaire](#)

## Lever les ambiguïtés, construire et affirmer le NPA comme parti des luttes de classes

Les élections régionales ont été, pour le NPA, comme la conclusion d'une première année d'existence, un moment important de vérification des idées, de confrontation avec les réalités politiques. Cette vérification nous ne la menons pas, certes, d'un point de vue électoraliste, mais il n'empêche que les élections sont un moment où peuvent se mesurer tant nos capacités à formuler notre politique en nous adressant largement au monde du travail que l'écho qu'elle rencontre, les sympathies qu'elle suscite et leur manifestation dans les urnes. Les révolutionnaires, à moins de sombrer dans le gauchisme, prennent au sérieux et les batailles électorales et les enseignements qu'elles apportent.

Ces élections régionales ne sont pas une simple péripétie, un non-événement comme certains voudraient le penser au vu du désintérêt du plus grand nombre pour la campagne et de la forte abstention. Les nouvelles réalités politiques, les nouveaux rapports de force qu'elles enregistrent vont compter pour la suite. Il nous faut les prendre en compte pour mieux redéfinir la position, les objectifs, les orientations du NPA, un an après son congrès fondateur et face aux difficultés que nous connaissons. Cela va de pair avec une discussion pour faire un bilan critique de notre propre politique, bilan indispensable pour tenter de renforcer notre cohérence politique et affronter les nouvelles échéances.

---

## Les éléments d'instabilité voire de crise sociale et politique

La pression de la crise économique et sociale crée un climat d'instabilité croissant. Le discrédit des partis institutionnels de droite comme de gauche qui s'est exprimé dans l'abstention en est la cause. Même si elle est moins importante que lors des dernières élections européennes et si elle a diminué au second tour, cette dernière touche plus d'un électeur sur deux. Elle est, cette fois encore, particulièrement forte dans les quartiers populaires et surtout la jeunesse même si elle touche aussi les milieux de droite. Elle est un geste politique et constitue un désaveu des institutions, d'une démocratie truquée et dominée par les forces de l'argent, comme des partis qui se soumettent à elles, partis clientélistes en concurrence pour les places et les sinécures. Elle est un désaveu des partis de gouvernement. Elle est l'expression d'un fait qui domine la vie politique : le décalage entre les discours, les promesses et les politiques mises en œuvre par la droite au gouvernement et par la gauche dans les régions. Les effets de la crise accentuent ce décalage, alors que le mécontentement se manifeste non seulement dans la classe ouvrière mais dans toutes les couches sociales. La mécanique institutionnelle et électorale qui vise à donner une légitimité aux partis gouvernementaux est grippée.

Dans ce contexte, la sanction de Sarkozy et du gouvernement n'est pas un fait conjoncturel mais bien une crise profonde de la droite qui ne recueille la voix que d'un électeur sur dix ! Les tentatives de diversion ont fait long feu, les mensonges évidents sur le pouvoir d'achat, le chômage, la sortie de crise, la relance de l'ouverture ont discrédité le gouvernement. Les rivalités de pouvoir encouragées par l'affaiblissement de Sarkozy, entre lui et Villepin, et aujourd'hui Fillon, Copé, Juppé rentrés depuis en lice, mais aussi entre les principaux caciques de l'UMP, s'affichaient dès avant les régionales. On voit difficilement comment Sarkozy pourrait reprendre l'initiative en gardant le cap comme il l'a annoncé.

La « pause » dans les réformes annoncées avant le 1<sup>er</sup> tour est oubliée. A droite toute, Sarkozy s'enferme dans une fuite en avant démagogique sécuritaire et xénophobe. L'échec de la politique d'ouverture le renvoie à droite au risque le plus probable de renforcer le FN.

En effet, une des conséquences de la déroute de Sarkozy est le retour du FN à un niveau proche de celui de 2004. Il est directement le produit de la politique Sarkozy-Besson, de ce débat pourri sur l'identité nationale. Le vote FN reste pour partie un vote populaire, un vote protestataire mais il est aussi une manifestation des déceptions de l'électorat de droite qui se sent trompé par Sarkozy et sa politique d'ouverture et trouve dans le Front national un vrai parti de droite.

Cette remontée exprime-t-elle une tendance forte ou n'est-elle qu'une conséquence de la crise de la droite ? Cela est difficile à dire et dépendra de l'évolution de cette crise, de la capacité du FN lui-même à réussir sa passation des pouvoirs mais surtout de la capacité du monde du travail à reprendre l'offensive. C'est bien le recul général qui laisse le champ libre à la montée des idées réactionnaires, au racisme et à la xénophobie.

Au stade actuel, le vote FN participe pour l'essentiel de la sanction de Sarkozy et d'un vote protestataire. Cela ne minimise en rien le danger qu'il représente. Si la pression démocratique de la classe ouvrière ne se fait pas plus fortement sentir, les effets de la crise comme l'impuissance de la gauche gouvernementale à y répondre pourraient imposer le FN comme un recours possible pour les financiers et le patronat.

Nous n'en sommes pas là et les éléments de crise sociale et politique qui mûrissent sont aussi autant d'éléments qui agissent en accentuant la rupture d'une large fraction du monde du travail avec les institutions et la gauche libérale. Ils peuvent contribuer à créer un terrain favorable à la contestation sociale et politique. L'idée qu'il faut trouver d'autres moyens pour faire valoir ses droits que les élections pourrait commencer à faire son chemin. Autant de raisons qui nous convainquent que, loin de nous référer à la gauche, fût-elle radicale, c'est bien au monde du travail et aux classes populaires qu'il faut nous référer. Nous ne sommes pas une nouvelle gauche, mais bien le parti des travailleurs.

## La gauche du Oui et la gauche du Non « solidaires »... pour gérer

Martine Aubry a gagné son pari en réussissant à réunifier le PS dans la bataille pour préserver ou amplifier le gâteau des régions en se contentant de flatter l'hostilité à Sarkozy sans même avancer le début d'un programme. La question des alliances avec le Modem a été tranchée, dans les faits, dès avant le premier tour et l'effondrement de Bayrou sous la pression du déplacement à droite du PS comme des Verts règle la question. Europe écologie a occupé son espace, en partie rétréci depuis les Européennes, tout en exprimant une critique du PS au nom d'une écologie libérale.

Ainsi a commencé à se mettre en place une nouvelle union de la gauche libérale, une union sociale-libérale rose-verte. Le ralliement du Front de gauche, toutes composantes comprises par delà les rivalités et contradictions, à cette union, n'en fait pas autre chose qu'une alliance politicienne pour le pouvoir, les places et les postes, sans programme ni politique à opposer, quant au fond, à la droite. C'est la gauche du Oui au TCE, la gauche libérale devant laquelle capitule le Front de gauche.

Ce dernier confirme sa relative réussite des Européennes. L'alliance du PC avec le Parti de gauche et la Gauche unitaire a redonné une relative vitalité au vieil appareil ankylosé. Quant au fond, ce succès résulte de deux faits interdépendants. Le premier est la difficulté pour l'électorat populaire de rompre avec les réflexes et illusions anti-libérales, ce que l'on

---

appelait avant le réformisme, à imaginer une autre politique extra-institutionnelle. Le second est la difficulté des anticapitalistes, de l'extrême gauche, à mettre en œuvre de façon cohérente et populaire une telle politique. Mais les choix politiques que le Front de gauche a faits au deuxième tour confirment bien que nous avons raison de refuser une orientation qui visait à constituer des majorités de gestion avec le PS et les Verts. Et surtout que la politique du Front de gauche conduit à une impasse, de nouveaux échecs, de nouvelles déceptions.

## **Une politique à géométrie variable**

Les résultats du NPA ne sont pas bons, ceux de Lutte ouvrière encore moins. Malgré une abstention moins forte qu'aux Européennes, nous enregistrons un recul. On ne peut se contenter d'explications « objectives » en nous dédouanant de nos responsabilités. Ces causes dites objectives existent -abstention et vote utile PS-, mais nous n'avons pas su ou pu les contrecarrer. Il y a donc un bilan critique à faire. Il ne s'agit bien sûr pas de dire : nous avons de mauvais résultats donc nous nous sommes trompés !

Il y a ce qui relève des rapports de force, c'est évident, mais il y a aussi ce qui relève de notre capacité à défendre avec cohérence, continuité, la parole ouvrière et populaire, les exigences du monde du travail, notre capacité à agir sur les rapports de force. La part des deux est impossible à faire et là n'est pas la question. Il s'agit, ensemble, de tenter de dégager des enseignements d'une bataille politique.

Nous ne nous situons pas d'un point de vue électoraliste, notre politique n'est pas déterminée par la recherche de succès électoraux mais par la volonté d'être utile au monde du travail, à son combat politique pour ses droits. Cela ne signifie pas que nous n'accordions pas d'importance aux enseignements que nous apportent les résultats électoraux. Nous sommes aussi convaincus que nos idées expriment le mécontentement et la révolte, les exigences et les espoirs populaires, qu'elles peuvent rencontrer au sein du monde du travail un large écho. Bien des résultats locaux où nous faisons plus de 5 % des voix, voire jusqu'à plus de 9 %, le démontrent comme les échos positifs que nous avons rencontrés au cours de la campagne.

Mais un constat s'impose, la faiblesse globale de nos résultats et leur hétérogénéité selon les régions, comme l'hétérogénéité de notre campagne, nous imposent une clarification politique.

Ce manque de cohérence et, en conséquence, de crédibilité de la politique du NPA s'est exprimé autour de deux questions principales :

La première, et l'essentielle, est la conséquence du fait que nous n'avons pas appliqué nos propres décisions. Nous avons refusé une politique à géométrie variable, nous avons eu en fait une politique à géométrie variable. Nous avons refusé de participer à des listes qui auraient pour objectif la recherche de majorités de gestion avec la gauche sociale libérale, nous l'avons fait à plusieurs endroits. Et les prolongations régionales des discussions unitaires qui ont duré jusqu'au dernier moment ne nous ont pas laissé le temps de nous ressaisir pour formuler avec assez de clarté et de force notre propre orientation. Elles ont au contraire exercé une pression politique sur nous, à notre corps défendant certes, mais bien réelle. De fait, il y a bien eu deux orientations, deux politiques, une campagne compatible avec celle des antilibéraux, restreignant souvent notre programme au champ étroit des institutions régionales, l'autre déclinant à la fois des mesures de rupture à l'échelle des régions tout en faisant le lien avec les luttes et les résistances du monde du travail. L'utilité du vote NPA s'est diluée dans la disparité de nos listes. Les électeurs n'ont certes pas tenu une comptabilité de nos incohérences, mais c'est l'image globale du NPA qui a perdu en crédibilité, en fiabilité et en lisibilité.

Nous avons raison d'engager la bataille unitaire mais le rapport de force avec le Front de gauche nous était trop défavorable. Nous avons subi leur pression jusque dans les formulations, dans certains cas, de nos propres professions de foi.

Il nous faut maintenant, ensemble, dégager les leçons de cette expérience complexe -et riche à bien des égards- pour renforcer notre collectif militant et reprendre l'offensive.

La deuxième question est celle de la présentation d'une candidate voilée. Là encore cette critique ne se formule pas d'un point de vue électoraliste mais du point de vue de notre combat féministe et émancipateur. Cette candidature était contraire à ce combat. Nous avons été sanctionnés pour cette faute. Nous y avons perdu en crédibilité, en confiance.

Notre faiblesse et cette erreur renvoient à une faiblesse plus générale de notre jeune parti, son manque de confiance en lui, en ses idées, en sa capacité à représenter et ouvrir une nouvelle perspective pour les classes exploitées et opprimées, une perspective d'émancipation. Et si nos faiblesses n'ont pas profité à LO, c'est que cette organisation poursuit l'évolution de repli sur soi engagée à reculons depuis 1997 qui l'isole et l'empêche de représenter une réponse à la crise du mouvement ouvrier.

## **L'unité, oui mais pour porter les exigences du monde du travail**

Les faiblesses de notre campagne ne sont pas un désaveu de la politique que nous avons décidée en vue d'œuvrer à la constitution d'un front électoral portant les exigences des travailleurs et des classes populaires. Nous pensions qu'une

---

telle politique était possible du fait de l'orientation à droite du PS à la recherche d'alliances avec le centre qui mettrait le PC en difficulté et donc pouvait rendre une partie de ses militants et de son électorat sensible aux influences de la gauche anticapitaliste. Le raisonnement s'est avéré juste, la politique aussi même si nous n'avons pas réussi à créer un rapport de force qui nous soit plus favorable.

Nous n'avons pas assez pensé la bataille pour cette unité comme une question de rapport de force et trop comme une négociation au sommet. Nous n'avons pas eu assez le souci de rendre publics, largement, les éléments en discussion, de faire une démonstration politique, de polémiquer, de discuter publiquement. Nous n'avons pas assez discuté du programme, de notre refus de nous limiter « *au cadre des compétences des régions* ». Et c'est cet ensemble qui a créé de la confusion sur nos propres orientations.

Il est clair aujourd'hui que la question de l'unité ne se pose plus dans les mêmes termes. Il faut nous méfier de ces éloges flatteurs à propos du Limousin. L'insistance pressante de cet éloge devrait mettre en garde même les esprits les moins méfiants. La situation de nos camarades élus sera difficile. Le Front de gauche se retrouve engagé avec la gauche libérale, la gauche du oui, au niveau des régions et dans la perspective d'un retour au pouvoir en 2012. Nous sommes en rupture avec cette politique et cela ne sera pas simple pour nos camarades élus sur une liste de fait dominée par le Front de gauche au moment où les choix politiques de ce dernier excluent toute alliance avec lui autre que pour les luttes et les mobilisations.

Ceci dit, il nous faut poursuivre le débat, chercher à construire l'unité autour des exigences du monde du travail, exercer notre pression politique en défendant notre propre programme autour de l'idée : nous ne paierons pas les frais de leur crise. L'expérience de l'année écoulée peut nous armer pour qu'à tous les niveaux de notre intervention nous soyons mieux à même d'articuler une politique d'unité des anticapitalistes et des révolutionnaires et une politique d'unité pour les luttes et les mobilisations. C'est pour une large part de notre capacité à combiner les deux que dépend la capacité de notre parti de se renforcer, de se développer.

## **Construire un parti d'opposition ouvrière et populaire**

Tout au long de la campagne électorale, le mécontentement social s'est exprimé de bien des façons. L'affaire de la fermeture de la raffinerie de Dunkerque par Total a agi comme un révélateur, un concentré de la politique du patronat et de l'Etat. Alors que Total annonçait près de 8 milliards de profits, il annonçait aussi la fermeture d'une raffinerie à seule fin d'accroître sa rentabilité financière. Mais, au final, ce mécontentement n'a pas trouvé son expression sur le plan politique. Il y a même un clivage qui s'opère entre les mobilisations, les luttes et la politique. Ce clivage ne nous épargne pas et force est de constater que nous n'avons pas réussi à donner au mécontentement une expression politique. C'est un point essentiel que nous avons à discuter pour tenter d'y apporter une réponse. Il n'est pas possible comme le fait Lutte ouvrière de se contenter d'invoquer les conditions objectives. C'est un raisonnement passif. Notre difficulté renvoie à la difficulté qu'a eue et qu'a l'extrême gauche à opérer sa mue pour unir ses forces et jeter les bases d'un nouveau parti représentant les intérêts du monde du travail sur le terrain politique. Nous avons fait avec le NPA un grand pas en avant dans ce sens mais il y a là un vaste chantier politique et pratique qui s'impose au cœur de nos préoccupations pour faire face aux nouvelles échéances.

La crise, la situation sociale et politique connaissent un tournant. Nous aussi. Notre parti est engagé dans une large discussion de bilan, d'appréciation de la nouvelle phase qui s'ouvre devant lui, pour renforcer sa cohérence politique, sa personnalité à la lumière de la riche expérience que représente cette première année d'existence. Les enthousiasmes du congrès fondateur, les illusions comme quoi il y avait un espace libre à occuper cèdent la place à une plus grande lucidité, indispensable pour construire, regrouper, s'enraciner dans le monde du travail, les quartiers, la jeunesse.

La situation sociale et politique connaît des évolutions qui ont des implications du point de vue de notre politique.

Le premier point est le tournant que la crise grecque représente dans l'évolution de la crise globale non seulement au niveau européen mais à l'échelle internationale. La menace de faillite qui pèse sur l'Etat grec, mais aussi sur celui du Portugal ou de l'Espagne, est l'expression aiguë de la menace d'un krach obligataire qui toucherait les Etats et les banques. Les réponses étatiques à la crise financière et à la récession qu'elle n'a pas créée mais qu'elle a aggravée a abouti à une aggravation de leur déficit et de leur dette qui deviennent de nouvelles cibles de la spéculation. Toute la vie politique va être dominée par cette question. Tous les partis institutionnels qui prétendent aller au pouvoir pour gérer les affaires de la bourgeoisie n'auront d'autre choix que de mettre en œuvre, à des degrés divers, la même politique que le PASOK ou les sociaux libéraux portugais ou espagnols. La nouvelle union de la gauche libérale qui se met en place n'y échappera pas. Les dirigeants du PS ne s'en défendent d'ailleurs même pas.

Ce nouveau contexte souligne la nécessité pour nous de garder toute notre indépendance vis-à-vis de cette gauche et de ses alliés antilibéraux qui n'auront d'autre utilité que de servir à tenter de canaliser la révolte du monde du travail, d'empêcher la gauche radicale de devenir une véritable opposition ouvrière et populaire.

Fonder cette opposition ouvrière et populaire agissant sur tous les terrains, syndicaux, sociaux, politiques est la raison

même de notre projet. Loin d'être affaibli, il prend toute sa dimension, toute son importance. Par delà les difficultés, les échecs relatifs, il mérite notre enthousiasme, notre engagement. Il est le seul à porter réellement un projet pleinement démocratique, émancipateur, humain. Le débat démocratique qui s'ouvre est l'occasion de surmonter les déceptions, les doutes et les hésitations.

La nouvelle situation économique, sociale et politique vient renforcer notre conviction qu'il n'y a pas de réponse durable aux exigences démocratiques, sociales, écologiques des classes populaires qui ne pose la question du contrôle sur la finance et l'Etat, du pouvoir démocratique des travailleurs et de leurs organisations.

*Yvan Lemaitre*

[Au sommaire](#)